

THÈSE DE DOCTORAT
DE L'UNIVERSITÉ PSL

Préparée à l'Ecole Normale Supérieure

**Déterminants psychologiques de l'acceptabilité des
politiques environnementales: une approche cognitive pour
améliorer la compréhension des préférences citoyennes**

Soutenue par

Mathilde MUS

Le 19 septembre 2024

Ecole doctorale n° 158

ED3C

Sciences Cognitives

**Cerveau, cognition,
comportement**

Composition du jury :

Katheline SCHUBERT PU, Ecole d'Economie de Paris	<i>Présidente du jury</i> Examinatrice
Malcolm FAIRBROTHER Professor, Uppsala University	<i>Rapporteur</i>
Ghozlane FLEURY-BAHI PU, Université de Nantes	<i>Rapporteuse</i>
Ulf HAHNEL Professor, University of Basel	<i>Examineur</i>
Mariam CHAMMAT Cheffe de projet, DITP	<i>Examinatrice</i>
Hugo MERCIER DR, Ecole Normale Supérieure	<i>Co-directeur de thèse</i>
Coralie CHEVALLIER DR, Ecole Normale Supérieure	<i>Co-directrice de thèse</i>

Résumé en français

Des politiques publiques environnementales ambitieuses et de grande envergure sont de plus en plus nécessaires pour faire face à la crise écologique mondiale. Pour que ces politiques soient mises en œuvre efficacement dans des pays démocratiques, un élément crucial est le soutien des citoyens envers les mesures considérées. Cependant, les préférences citoyennes pas toujours alignées avec l'efficacité estimée des politiques environnementales par les experts, comme le démontre la forte opposition à la taxation carbone à travers le monde. Il est donc essentiel de mieux comprendre les déterminants des jugements d'acceptabilité du public pour faciliter l'élaboration de politiques environnementales à la fois efficaces du point de vue environnemental et jugées acceptables par les citoyens. Dans cette optique, la présente thèse explore les origines psychologiques des jugements d'acceptabilité des citoyens à l'égard de trois domaines spécifiques des politiques environnementales : a) la politique climatique, b) la politique énergétique, et c) la politique de protection de la biodiversité et de conservation de la nature.

Les chapitres 1 et 2 de cette thèse s'appuient sur des recherches expérimentales visant à tester l'impact causal de divers mécanismes cognitifs sur le soutien aux politiques environnementales. Dans ces deux chapitres, une approche interculturelle est adoptée, puisque toutes les expériences sont menées à la fois en France et au Royaume-Uni, en utilisant des échantillons représentatifs de la population en termes d'âge et de genre. Le premier chapitre se concentre sur les jugements d'acceptabilité vis-à-vis de différents scénarios de taxation carbone, une politique climatique

reconnue pour son efficacité, mais dont l'adhésion citoyenne dépend largement de l'utilisation des recettes fiscales. Ce chapitre démontre que la théorie de la comptabilité mentale peut expliquer des schémas récurrents dans les préférences citoyennes, comme par exemple le soutien à l'affectation des recettes à des projets environnementaux (ce que l'on appelle le fléchage environnemental). La comptabilité mentale est un « ensemble d'opérations cognitives utilisées par les individus et les ménages pour organiser, évaluer et suivre les activités financières » (Thaler, 2011), qui joue un rôle important dans la manière dont les individus gèrent leurs budgets personnels. L'une des caractéristiques de la comptabilité mentale est que les sources de revenus et les dépenses sont traitées de manière thématique et regroupées dans des comptes mentaux distincts. Les résultats obtenus dans les différentes expérimentations confirment l'implication de la comptabilité mentale dans les jugements d'acceptabilité envers la taxation carbone, mais aussi envers d'autres types de taxes comme la taxe sur le tabac et la taxation sur l'héritage. En outre, la prise en compte de l'heuristique de comptabilité mentale permet de proposer un scénario de taxation carbone innovant à la fois acceptable et socialement équitable, basé sur le fléchage environnemental et incorporant une part de redistribution envers les ménages les plus modestes conditionnelle à des dépenses éco-responsables.

Le deuxième chapitre examine l'acceptabilité de quatre contre-mesures gouvernementales visant à protéger les citoyens de la hausse massive des prix de l'énergie survenue lors de la crise énergétique actuelle. Les résultats d'une première expérimentation montrent que les citoyens préfèrent les subventions énergétiques aux transferts monétaires, en particulier les subventions énergétiques universelles, malgré leurs effets négatifs sur le plan social et environnemental. Il est ensuite démontré que

les préférences des citoyens pour les subventions énergétiques universelles sont en partie causées par des perceptions erronées sur le coût, l'impact social et environnemental de ces subventions. Plus spécifiquement, le fait que les subventions énergétiques aient un coût pour les contribuables, qu'elles profitent davantage aux ménages aisés en raison de leur plus grande consommation d'énergie, et qu'elles ne permettent pas de diminuer les émissions de CO₂ en baissant le prix des énergies fossiles n'est pas perçu par une majorité de participants. Le manque de soutien envers les transferts monétaires pour les ménages les plus vulnérables est quant à lui lié à la perception erronée que ces ménages vont utiliser cette aide monétaire pour consommer davantage d'alcool et de tabac. Pour corriger ces perceptions erronées, de l'information argumentée et sourcée est fournie de manière aléatoire à la moitié des participants (et fournie à la seconde moitié après l'expérimentation). Les résultats sont hétérogènes selon le pays considéré : recevoir de l'information argumentée et sourcée sur les politiques énergétiques diminue le soutien des participants britanniques pour les subventions énergétiques universelles et l'augmente pour les transferts monétaires en direction des ménages les plus vulnérables, tandis que les résultats ne sont pas significatifs pour les participants français.

Le troisième chapitre est une revue systématique de la littérature visant à identifier les différents facteurs psychologiques associés au soutien du public envers les politiques de protection de la biodiversité et de conservation de la nature. Les revues existantes se concentrent sur des domaines de conservation et des facteurs psychologiques spécifiques, ou ne mesurent pas le soutien politique comme variable d'intérêt. L'objectif de cette revue est double : a) identifier et cartographier les facteurs psychologiques qui ont été étudiés pour expliquer le soutien des citoyens envers les

politiques de conservation de la nature, b) déterminer quels facteurs psychologiques sont significativement associés à un plus grand soutien pour la mise en place de politiques de conservation. La méthodologie PRISMA-ScR a été employée pour mener cette revue de manière systématique, conduisant à un échantillon final de 66 études incluses dans la revue. L'analyse montre d'abord que la grande majorité des sources examinées ont été publiées après 2010, avec de nombreuses études publiées après 2020. La majorité des études ont été menées en Amérique du Nord et en Europe occidentale, ce qui montre un déséquilibre entre les sociétés étudiées. Les questionnaires d'enquête sont la seule méthodologie utilisée dans les sources examinées, avec une majorité importante de méthodes statistiques corrélacionnelles. Des recherches supplémentaires sont donc nécessaires pour établir des relations de cause à effet entre les facteurs psychologiques et le soutien du public envers les politiques de conservation. Parmi les divers facteurs psychologiques explorés, les facteurs liés aux représentations, c'est-à-dire les croyances et perceptions, sont ceux qui ont reçu le plus d'attention de la part des chercheurs. De plus, les orientations de valeurs relatives à la faune sauvage (par exemple considérer les espèces non humaines sont relativement égales aux humains et ont un droit d'existence propre, ou au contraire considérer qu'elles n'ont de valeur que par rapport aux bénéfices qu'elles procurent aux humains), les connaissances sur les questions environnementales et de conservation, ainsi que des attitudes générales envers les enjeux de conservation, sont les facteurs psychologiques les plus robustement associés au soutien du public envers les politiques de conservation de la nature.

Ainsi, en combinant des recherches expérimentales avec une revue systématique de la littérature, cette thèse vise à enrichir notre compréhension des fondements

psychologiques du soutien des citoyens envers les politiques publiques environnementales. Elle contribue d'une part à compléter la littérature existante en psychologie environnementale et politique sur ce sujet, et d'autre part à mieux intégrer les préférences citoyennes dans l'élaboration de politiques environnementales grâce à de nouveaux éclairages théoriques et empiriques.

RÉSUMÉ

Des politiques publiques environnementales ambitieuses et de grande envergure sont de plus en plus nécessaires pour faire face à la crise environnementale. Le soutien de l'opinion publique est un élément essentiel pour la mise en œuvre de ces politiques dans les pays démocratiques. Cependant, le soutien du public n'est pas toujours aligné sur l'efficacité des mesures telle que mesurée par les experts, comme le montre la forte opposition à la taxation du carbone dans le monde entier. Une meilleure compréhension des déterminants des jugements d'acceptabilité envers les politiques environnementales est donc cruciale pour informer l'action publique. Dans cette perspective, la présente thèse se concentre sur les origines psychologiques des jugements d'acceptabilité des citoyens dans trois domaines de la politique environnementale : a) la politique climatique, b) la politique énergétique, et c) les politiques de conservation de la nature et de la biodiversité.

Les chapitres 1 et 2 utilisent des approches expérimentales pour tester l'effet causal de différents mécanismes cognitifs impliqués dans l'acceptabilité des politiques environnementales. Dans ces deux chapitres, une approche cross-culturelle est adoptée : toutes les expériences sont menées parallèlement en France et au Royaume-Uni, en utilisant des échantillons représentatifs de la population en termes d'âge et de genre. Le chapitre 1 étudie les jugements d'acceptabilité à l'égard de différents scénarios de taxation du carbone, une politique climatique efficace dont l'acceptabilité dépend fortement de la manière dont les recettes fiscales sont utilisées. Ce chapitre démontre que la théorie de la comptabilité mentale peut à la fois expliquer des schémas récurrents dans les préférences citoyennes, tel que le soutien à l'affectation environnementale des revenus, et aider à concevoir un scénario de taxe carbone qui soit à la fois acceptable et socialement équitable. Le chapitre 2 étudie l'acceptabilité de quatre contre-mesures gouvernementales en réponse à la crise énergétique actuelle. Ce chapitre montre d'abord que les citoyens préfèrent les subventions énergétiques aux transferts monétaires, et en particulier les subventions énergétiques universelles, en dépit de leurs impacts sociaux et environnementaux négatifs. Il est ensuite démontré que ces préférences sont liées à des perceptions erronées concernant le coût et l'impact de ces différentes politiques.

Le chapitre 3 est une revue systématique de la littérature visant à identifier les différents facteurs psychologiques associés au soutien du public envers les politiques de conservation de la nature et de la biodiversité. Parmi les différents facteurs psychologiques étudiés dans les 66 sources examinées, les représentations mentales (comme les croyances et les perceptions) sont celles qui ont reçu le plus d'attention de la part des chercheurs. En outre, les valeurs envers les espèces non-humaines, les connaissances sur les questions d'environnement et de conservation, ainsi que certaines attitudes politiques générales, sont les prédicteurs les plus robustes du soutien aux politiques de conservation.

MOTS-CLÉS

acceptabilité; politiques environnementales; facteurs psychologiques; préférences citoyennes; sciences cognitives